

# Tour d'horizon des **désobéis**

**Désobéir, résister est une histoire vieille comme le monde. Qu'ils agissent en tant que salariés, militants associatifs ou simples citoyens, les désobéisseurs sont encore nombreux aujourd'hui à exprimer leur désaccord. Sous des formes renouvelées. Et passant outre la menace de sanctions.**

Françoise DUMONT, vice-présidente de la LDH

**L**a désobéissance civique, non pas civile – comme pourrait le faire croire une transcription hâtive de l'expression anglaise correspondante, *civil disobedience* – est depuis longtemps le fait de citoyens qui veulent porter sur la place publique leur volonté de dire non. L'histoire et la littérature ne manquent pas d'exemples pour illustrer cette volonté. Figure emblématique de la résistance aux lois de la cité, le personnage d'Antigone émerge dans la mythologie grecque plus de mille ans avant notre ère. En voulant ensevelir son frère, Antigone enfreint les lois de Thèbes, et elle le fait au nom de lois supérieures à ses yeux : celle du respect des morts, la loi des dieux, celle de son amour fraternel. Elle ne cède rien de ce qui est, à ses yeux, un devoir individuel plus fort que le devoir d'amour de la patrie dont se réclame le roi de Thèbes. Elle assume son action au grand jour, aux yeux de tous. Ce sont des femmes encore, grecques toujours, mais seulement sorties de l'imagination d'Aristophane, qui innovent la désobéissance en conjuguant les enjeux et conflits d'Etat avec l'intime de la vie quotidienne : dans *Lysistrata*, le dramaturge campe en héroïne une Athénienne, Lysistrata, qui convainc les femmes de toutes les cités grecques de faire la grève totale du sexe tant que les hommes, qu'ils soient amants, maris ou clients, feront la guerre. Aimable propos, peut-on penser, sauf

« De nombreux psychiatres refusent de rentrer certaines données dans le Recueil informatique médicalisé en psychiatrie. Pour eux, ce fichier répond avant tout à une finalité économique de planification et de rentabilisation, déconnectée de toute réalité clinique et thérapeutique. »

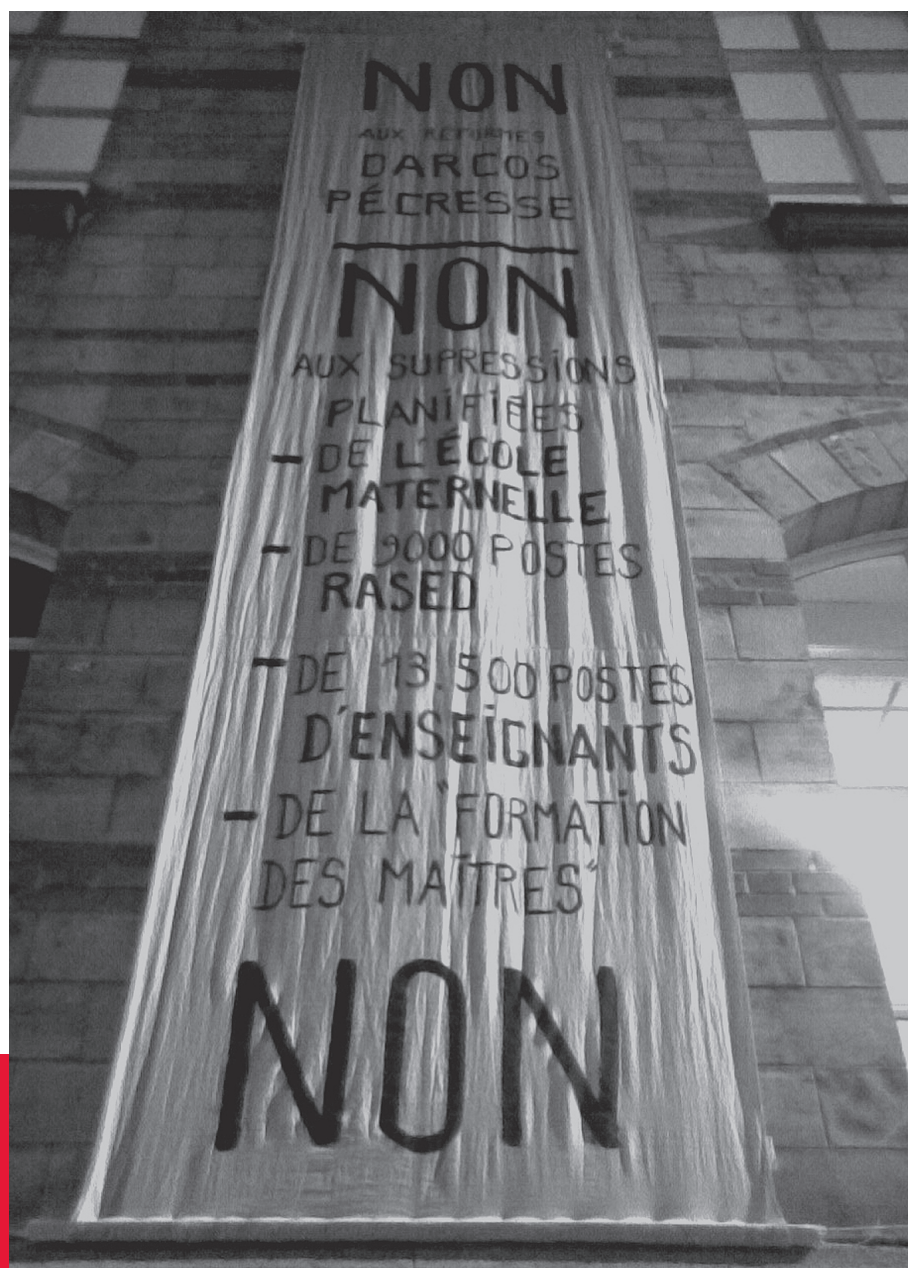
que la pièce a été jouée à Athènes, en pleine guerre contre Sparte. Depuis, des hommes ont déserté des champs de bataille, le général de Gaulle a refusé l'armistice pour lancer l'Appel du 18 juin, des policiers français ont aidé des Juifs, des objecteurs de conscience ont renvoyé leur livret militaire lors de la guerre d'Algérie... Le 1<sup>er</sup> décembre 1955, Rosa Lee Parks, exténuée après une dure journée de travail, a refusé de céder sa place à un « blanc », dans le bus qui la ramenait chez elle. En France, dans les années 1970, pour obtenir le droit à l'avortement, des femmes ont signé le « Manifeste des 343 salopes ». Elles affirmaient ainsi publiquement avoir commis un acte illégal.

## **Lourdes peines pour les désobéisseurs**

Aujourd'hui celles et ceux qui ont décidé de dénoncer telle ou telle loi ou telle ou telle injonction revendiquent leur désobéissance comme un impératif absolu, pour eux, mais aussi comme un geste de défense de l'intérêt général. Premier exemple : celui des faucheurs volontaires. Leur mouvement est né en 2003. En 2005, ses porte-parole annonçaient que quatre mille huit cents personnes s'étaient déclarées faucheurs volontaires. Soutenus par des personnalités aussi médiatiques que José Bové ou Noël Mamère, ils ont procédé à plusieurs arrachages de parcelles d'essais de plantes transgéniques cultivées en plein

champ, ou de culture commerciale de maïs Monsanto. Les faucheurs agissent le plus souvent en plein jour, la destruction des plants d'OGM étant réalisée par arrachage manuel, non par fauchage. A plusieurs reprises, ils ont fait l'objet de poursuites judiciaires et ce d'autant plus qu'en général ces mêmes inculpés refusent tout prélèvement d'ADN. Les procès donnent souvent lieu à des manifestations de solidarité et les peines prononcées sont généralement lourdes : amendes, privations de droits civiques ou peines d'emprisonnement. En décembre 2005, le tribunal d'Orléans a toutefois relaxé, en première instance, quarante-deux faucheurs pour « état de nécessité », mais ce jugement a été infirmé six mois plus tard par un arrêt de la cour d'appel de cette même ville. Pour leur défense, ces faucheurs, « lanceurs d'alerte », s'appuient sur la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, qui en appelle à la « résistance à l'oppression », ainsi que sur l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme, qui protège l'environnement et dispose que « chaque citoyen a droit à un environnement sain ».

En lien avec le durcissement de la politique d'immigration, la désobéissance est aujourd'hui aussi le fait de nombreux défenseurs de la cause des sans-papiers et de leurs enfants. C'est bien entendu le cas des militants du Réseau éducation sans frontières, mais



© DR

aussi par exemple celui de Monique Pouille, cette bénévole des Restos de cœur et de l'association Terre d'errance, mise en garde à vue pour avoir aidé des migrants de Calais, notamment en rechargeant leurs portables. Ce sont aussi des actions moins organisées, comme celles de passagers qui refusent d'attacher leur cein-

ture pour empêcher le décollage d'avions transportant des personnes sans papiers expulsées et menottées. En agissant de la sorte, ces citoyens acceptent d'encourir le risque d'être poursuivis pour complicité au séjour irrégulier ou entrave à la circulation d'un aéronef, ce qui n'est pas anodin. Ne pouvant accepter que la solidarité

**On compte aujourd'hui deux mille huit cent trente-cinq « désobéisseurs d'école ».**

devienne un délit et que le gouvernement fixe un objectif chiffré d'interpellations d'aidants pour 2010, de nombreux citoyens ont manifesté le 8 avril dernier leur volonté de continuer à être des « aidants », et se sont présentés comme prisonniers volontaires.

## A l'école, de nombreuses mobilisations

Autre secteur concerné aujourd'hui par la « désobéissance » : celui de l'école. On compte aujourd'hui deux mille huit cent trente-cinq « désobéisseurs d'école », et ceux-ci dénoncent essentiellement trois types de mesures, contestées par leurs syndicats et mises en place récemment à l'école primaire. Il s'agit d'une part des nouveaux programmes, vécus comme un retour à des méthodes directives qui accordent peu de place au mode d'acquisition des savoirs, et d'autre part des nouveaux dispositifs d'aide individualisée, dénoncés comme un alibi pour justifier la suppression progressive des Réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (Rased). Hostiles à cette mesure, les désobéisseurs ne désertent pas pour autant. Ils consacrent les deux heures hebdomadaires prévues pour le soutien en français et en mathématiques à des activités ludo-éducatives, théâtres ou jeux pédagogiques. Troisième point de rupture : la base de données « Base-élèves », dont nous avons déjà beaucoup parlé dans les pages d'*Hommes & Libertés* et qui est aujourd'hui un dispositif rejeté par environ deux cents directeurs d'école, regroupés au sein du Collectif national de résistance à Base-élèves. Ces désobéisseurs, qui font souvent l'objet de lourdes sanctions de la part de leur administration, sont pour la plupart des enseignants anonymes, plutôt de gauche, mais avec des appartenances politiques et syndicales diverses. Certains d'entre eux ont été – ou sont – pourtant plus

## DOSSIER

### Savoir dire non

médiatisés que d'autres. Parmi eux Alain Refalo, professeur des écoles dans la banlieue toulousaine, et Bastien Cazals, en poste dans l'Hérault. Le premier s'est rendu célèbre par la lettre qu'il a envoyée en novembre 2008 à son inspecteur d'académie et qui commençait ainsi : « *Aujourd'hui, en conscience, je ne puis plus me taire ! En conscience, je refuse d'obéir.* » Depuis, un certain nombre de collègues, un peu partout en France, ont repris les termes de cette adresse et Alain Refalo a été l'objet d'une rétrogradation d'échelon aux conséquences financières importantes.

Bastien Cazals, lui, s'est adressé directement au président de la République dans une lettre restée sans réponse. Il vient aussi de publier un petit livre intitulé *Je suis prof et je désobéis*, où il analyse sans concession les récentes évolutions du système éducatif et dénonce la mutation de l'école en entreprise. B. Cazals a été sanctionné par un retrait de salaire de vingt-quatre jours. Début juillet 2009, il a néanmoins obtenu une victoire non négligeable puisque le juge a considéré que cette mesure était « illégale », au motif qu'on ne pouvait considérer que le professeur des écoles avait manqué à ses obligations.

Quels rapports ces enseignants entretiennent-ils avec les parents d'élèves ? Le plus souvent, ceux-ci les soutiennent – du moins ceux qui sont membres de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) –, parce qu'ils retrouvent un certain nombre de leurs revendications dans les positions prises par ces hussards de la République d'un nouveau genre.

Les relations sont plus compliquées avec les syndicats d'enseignants. Quand ils ne sont pas carrément hostiles à des initiatives considérées comme essentiellement individuelles, les syndicats sont en fait embarrassés par la démarche de ces enseignants réfractaires et ils ont tendance à

« **En dépit des sanctions financières ou administratives, en dépit d'une véritable politique d'intimidation, des actions de désobéissance continuent de se développer.** »

renvoyer leur défense aux sections départementales. Lors de leur université d'été, les désobéisseurs ont élaboré une charte de résistance pédagogique mais le mouvement a des difficultés à s'élargir, même s'il suscite des sympathies. Est-ce à dire que sur le terrain les professeurs, confrontés aux menaces de sanctions, vont tenter de contourner les nouvelles mesures, mais sans faire de vagues ? Ce n'est pas impossible et ce ne serait pas la première fois. Les désobéisseurs d'école ont choisi, eux, de revendiquer publiquement leurs actes pour alerter l'opinion publique, pour défendre une certaine conception de l'école et de la liberté pédagogique de l'enseignant. Par leur action, ils posent également le problème de la déontologie d'un fonctionnaire d'Etat, Etat qui est lui-même censé défendre « l'intérêt supérieur de l'enfant », conformément à l'article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant.

#### Une autre conception de la déontologie

L'Education nationale n'est pas le seul secteur où se manifestent des actes de désobéissance. Nous avons déjà évoqué la résistance de nombreux salariés de Pôle emploi<sup>(1)</sup>. La plupart d'entre eux refusent toujours de se transformer en auxiliaires de police et de s'assurer auprès de la préfecture de la légalité du titre de séjour des travailleurs étrangers se présentant à leur guichet – comme le stipule un décret de mai 2007, qui complète la loi Sarkozy sur l'immigration. Il faut aussi évoquer la façon dont de nombreux travailleurs sociaux s'opposent à une instrumentalisation de leurs missions. C'est le cas par exemple de ces assistantes sociales qui refusent de transmettre aux maires des informations sur les familles avec lesquelles elles travaillent. Cette obligation était, on s'en souvient, une des principales causes de l'hostilité de nombreuses organisations à la loi

de prévention de la délinquance votée en mars 2007.

Des actes de désobéissance se déroulent aussi au sein des professions médicales. Ainsi, de nombreux psychiatres refusent de rentrer certaines données dans le Recueil informatique médicalisé en psychiatrie (Rim-psy). Pour eux, ce fichier répond avant tout à une finalité économique de planification et de rentabilisation, déconnectée de toute réalité clinique et thérapeutique. Certains médecins sont aussi sanctionnés pour refuser la mise en place de certaines mesures qui, selon eux, vont à l'encontre des besoins de santé des patients. Le docteur Pierre Paresys, psychiatre, membre de l'Union syndicale psychiatrique, vient de se voir refuser la reconduction de ses fonctions de chef de service, en grande partie pour avoir refusé de mettre en application certains aspects de la politique de réduction budgétaire en matière de santé. Il a reçu de nombreux soutiens, de ses pairs et de plusieurs syndicats.

En dépit des sanctions financières ou administratives, en dépit d'une véritable politique d'intimidation, des actions de désobéissance continuent de se développer. Les médias, comme souvent, s'y intéressent ponctuellement, puis ils oublient. Ces actions dénoncent des dispositions (lois, décrets, arrêtés...) qui mettent à mal certaines valeurs, certaines règles déontologiques. Mais lorsque des militants de l'association Droit au logement ou ceux du collectif Jeu-di noir occupent des logements vides, lorsque des membres du Mouvement national contre le chômage ou la précarité débarquent dans les rayons des Galeries Lafayette, ils dénoncent aussi l'extrême précarité dans lesquelles vivent aujourd'hui plusieurs millions de nos concitoyens. Autant de raisons pour lesquelles la LDH, tout en restant fondamentalement attachée à une défense collective des droits, ne peut que se sentir interpellée. ●

(1) Voir dans le n° 146 d'H&L l'article de Rose-Marie Pechalat, « A Pôle emploi, les agents résistent » (p. 52).